Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe Pour la reconstruction de la IV Internationale

MERCREDI 21 AVRIL 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE -- PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0.30 F

~EDITORIAL~

Départementalisation: Oppression, misère.

Alors que plusieurs catégories de travailleurs sont en greve et manifestent depuis plusieurs jours dans les rues de Fort-de-rrance, le préfet de Martinique déclarait qu'il ne recevrait plus de délégations cuvrières, si celles-ci se faisaient accompagner par des manifestants dans les rues. En clair, Noirot-Cosson ne veut pas négocier sous la pression.

Les travailleurs auraient bien tort de plier leurs drapeaux et leurs banderoles. Avec les gens comme Noirot-Cosson et autres - capitalistes et colonialistes - il ne faut être ni compréhensifs ni faire confiance. Ceux qui dirigent les Antilles sont toujours inquiets de voir les travailleurs se battre. A la fois parce que c'est déjà la preuve que ces travailleurs n'acceptent pas l'exploitation sens rien dire, mais aussi pour l'exemple qui pourrait s'en dégager.

Les colonisés sont faits pour vivre courbés et tête basse.

Quand certains d'entre eux se battent, toutes les instances colonialistes s'inquiètent.

Eh bien! Elles ont raison de s'inquiéter. Des travailleurs de plus en plus nombreux comprennent les buts de l'administration coloniale.

Celle-ci a choisi depuis quelque temps d'endormir notre méfiance pour s'organiser mieux et briser à l'avenir tout mouvement revendicatif et pour abattre toute lutto anticolonialiste.

Les Antilles sont destinées à devenir une terre résidentielle pour gens riches ou en tous cas possédant les moyens de vivre à un cartain niveau. Les pauvres, les travailleurs devront chercher fortune ailleurs.

Le gouvernement colonialiste a tout prévu, sauf peut-être que les travailleurs, les jeunes, la population laborieuse n'accepteront pas d'être ainsi floués. Nous voulons vivre sur cette terre et y travailler. Il n'y a aucune raison pour nous d'accepter ce nous installar en France.

L'administration coloniale se berce d'illusions, si elle croit avoir désamorcé et la lutte anticolonialiste et celle des travailleurs. L'Etat français se prépare en France même à traverser une période difficile. Les travailleurs de ce pays devront la mettre à profit pour harseler sans arrêt le colonialisme.

MARTINIQUE

Que réserve l'administration de la SPDEM aux travailleurs?

Après la nationalisation de la SPDEM, plusieurs réunions ont eu lieu entre l'administration et les représentants

GUADELOUPE

A PROPOS D'UNE ÉMISSION DE F.R.3 SUR L'ÉLEVAGE.

Mercredi 14, l'émission "FR3 13-14" avait pour thème l'élevage en Guadeloupe. Après le sondage qui prélude à cette sorte d'émission, et qui comme d'habitude est plutôt vague et ne laisse guère aux gens le temps de réfléchir, l'émission put commencer.

Plusieurs spécialistes et responsables départementaux étaient présents, ainsi qu'un éleveur de l'Arse-Bertrand. Le problème fut d'abord globalement exposé, et les insuffisances en matière d'élevage apparurent nettement : on ne trouve sur place que la moitié de la viande nécessaire (environ 2000 tonnes pour une consommation de 4000 tonnes par an) le beurre et le fromage doivent être entièrement importés, tandis que le lait local est loin de couvrir les besoins.

Pourtant, les possibilités existent, comme le montrent les résultats obtenus par l'éleveur présent, M. Araminthe. Les obstacles sont nombreux certes, particulièrement au niveau de l'empirisme de certains éleveurs, qui avec de meilleures méthodes amélioreraient leur rendement. L'ensilage du fourrage, les croisements avec des races plus productives, l'utilisation d'aliments spéciaux, la conservation des femelles de préférence aux mâles permettraient l'augmentation rapide du troupeau.

La constitution de coopératives aiderait aussi les éleveurs. Les différents techniciens présents insistèrent lourdement sur tous ces aspects.

Mais le fond du problème demeure celui-ci : pour agir ainsi, il faut que les éleveurs disposent de moyens, faute de quoi tout cela n'est que verbiage. Moyens à la fois famonciers et techniques, comprenant la distribution d'une chose aussi vitale que l'eau. Car M. Araminthe le souligna, tant qu'il n'y aura pas d'eau, les animaux demeureront chétifs, quand ils ne périront pas.

Encore une fois, le problème de l'irrigation de la Grande-Terre, principale région d'élevage, se pose de façon cruciale.

des travailleurs pour savoir quels seraient les statuts de ces derniers.

Mais jusqu'à présent, rien n'est réglé et le gouvernement en porte l'entière responsabilité. Les travailleurs de l'ancienne SPDEM veulent continuer à bénéficier des avantages acquis par leur lutte et avoir la totalité de ceux accordés aux travailleurs de France.

Or, il semble qu'actuellement le gouvernement et la direction de l'EDF soient en train de dévoiler leurs batteries. En effet, ils ont laissé apparaître leur volonté de s'attaquer non seulement aux droits que la nationalisation attribue logiquement à ces travailleurs, mais aussi aux avantages acquis par le personnel : ils veulent ainsi remettre en cause la retraite à 55ans.

Une 5ème réunion de la CMRP (commission supérieure nationale du personnel) est prévue le 4 mai pour discuter de l'intégration.

Bien entendu les travailleurs ne doivent pas mettre leur confiance dans ce genre de réunion, car l'expérience a déjà prouvé que le but du gouvernement est de les lanterner pour pouvoir ensuite mieux les tromper. Le gouvernement colonialiste n'a pas perdu ses mauvaises manières, c'est-à-dire faire de la discrimination contre les travailleurs de la colonie. Plus que jamais, il importe que les agents de l'EDF engagent la lutte pour obliger le gouvernement à abandonner ses mauvaises intentions.

ROBERT (MARTINIQUE) La SIMAG et la municipalité au banc des accusés

L'affaire des délogés de Cité Lacroix au Robert, qui ont poursuivi en justice la SIMAG et la municipalité passera en appel le 29 avril au tribunal de Fort-de-France. Ces habitants délogés en 1968 se sont regroupés en comité de défense et protestent contre les méthodes arbitraires de délogement et réclament leur relogement convenable. Si cette affaire est vieille de 8 ans, les mêmes méthodes anciennes ont réapparu brutalement à Courbaril. Dix familles seront relogées dans des cases dont les chambres ont 2,50m sur 3m et cela n'est pas terminé car deux tranches de travaux sont encore prévues.

Entous cas, le comité de défense de cité Lacroix est décidé à mettre au grand jour les agissements malhonnêtes de la SIMAG et de la municipalité du Robert.

LA GREVE DES TRAVAILLEURS HOSPITALIERS :

UN DEBUT DE PRISE DE CONSCIENCE.

Les travailleurs du centre hospitalier ont entamé leur 11ème journée de grève, mororedi 20 avril

Les engagements du conseil d'administration n'étant pas tenus, le personnel a repris son mouvement de grève non limité et montre bien par là sa volonté de ne pas se laisser faire. La méfiance des travallleurs hospitaliers, le contrôle de leur situation se font par ca fait qua régulièrement, aussi bien pendant les jours de suspension que pendant les jours de grève, les travailleurs se sont réunis en comité de grève et en assemblée genérale pour discuter des choses è faire et analyser la situation de façon ponctuelle et se rendre

compte des moindres manoeuvres du préfet et de la direction CHFF, pour les déjou-

Et ce sont ces réunions, c'est cette prise en charge par des dizaines de travailleurs de leurs affaires qui font que l'administration peut plus difficilament les tromper et leur faire arrêter leur mouvement sur des promesses ; c'est là que se trouve leur force.

Certes, l'ensemble des travailleurs hospitaliers ne sont pas totalement conscients que c'est en dirigeant eux-mêmes leur mouvement qu'ils pourront arracser le plus à la direction. Mais un bon nombre de travailleurs, encore minoritaires certes, s'en rend compte.

MARTINIQUE GENDARMERIE : UN AUTRE BILAN

.France-Antilles du 17 avril vient de félicitar les gendarmes de la Martinique qui ont nermis en trois semaines d'enfermer 22 malfaiteurs (France-Antilles dixit). A cet égard nous présentons à nos lecteurs un bilan que le journal gouvernemental ne laur fera pas : - Quand le flic Josmar sera-t-il mis en prison ? (port d'arme prohibée, coups

de rasoir donnes a une manifestation) - Qu'advient-il du détournement des fonds

du SIDER)

- Où se trouve le plumitif P. Bonnard ? (condemné à un mois de prison ferme pour étant ivre au volunt, avoir pris la fuite après avoir renversé -n piéton.

- A quand la mise à la disposition de la justice de Saunier Duval ? (non respect de la securité ayant entraîné la mort d'un ouvrier travaillant sur le réseau électrique)

Dans tous ces cas, les fins limiers de la gendarmerie semblent avoir perdu leur flair de Jean Miot, lui, est paralysé des deux mains.

B. TRAVEN. . "LE VISITEUR DU SOIR"

Le "Visiteur du Soir" rassemble une dizaine de contes véridiques ou fantastiques de B. Traven.

Il nous décrit ainsi avec toujours une sorte de tendre retenue et souvent avec humour, le Mexique actuel, ses paysans métis et indiens à la faim sans cesse rentrée, ses bandes de voleurs, ses légendes et ses superstitions, sa spécificité en-

Une spécificité que nulle colonisation n'a pu anihiler et que Traven, attentis voit ressurgir dans l'oeil doux et fier de l'indien er haillons, dans la victorieuse résistance de l'artisan mexicain que le riche nord-américain veut transformer en ouvrier à la chaîne.

De cela, d- bien d'autres choses encore, B. Traven a fait un très beau livre dont le style ressemble au Mexique qu'il décrit : lumineux et dépouillé et cependant riche du contenu profondément humain qu'il a voulu nous transmettre.

LIVRES A LIRE

CINEMA

"IL NE SUFFIT PAS DE PRIER"

to;re "Il ne suffit pas de prier",est l'hisx d'un jeune prêtre chilien révolté par la misère et l'exploitation dont sont victimes les milliers de pauvres contraints à vivre dans les infâmes "favellas autour des grandes villes, subissant le typhus et les autres maladies de la misère. En tant que prêtre il est amené à fréquenté tous les milieux. Il peut ainsi comparer la richesse et l'opulence de quelques uns et l'extrême dénument des autres. Il tombe la soutane et va prêcher dans les quarties pauvres en participant aux luttes ouvrières, jusqu'au jour où il se rendra compte que la discussion et l'action pacifique ne paient pas et qu'il faut aussi savoir répondre à la violence par la violence.

DIRECTEUR DE PUBLICATION M.E. ZOZOR COMMISSION PARITAIRE N° 51 728 CORRESPONDANT G. BEAUJOUR RONEO DU JOURNAL P.A.P. 5ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 60

MARTINIQUE

MADKAUD VEUT LICENCIER SES VRIERS.

Une trentaine d'ouvriers sont en "chômage technique" à l'entreprise Madelec où M. Madkaud est le grand pa-

Madkaud vient d'installer un gigantesque dépôt à la Jambette et a un grand magasin d'électricité à Cluny et un autre à la rue V. Hugo ne peut pas continuer les travaux entamés pour le compte de l'EDF.

Il prétεχte que la grève du Bâtiment en est la cause et tout de go, le 14 avril , il déclare les équipes de lignes électriques en "chômage technique".

En réalité, entre les gros investissement consacrés à ses magasins dont il est l'unique propriétaire et ses

voyages pour le compte de Kiwanis-Club dont il est le Président, il s'est peu soucié des commandes du matériel des lignes électriques.

Depuis quelques mois sans ce matériel il ne peut achever ses chantiers, et aujourd'hui il veut licencier ses ouvriers et peut-être même déclarer faillite.

Quand les affaires de Madkaud marchaient il n'a jamais fait connaître ni à plus forte raison partagé ses bénéfices aux ouvriers et maintenant cela marche moins bien, les ouvriers n'ont pas à payer les erreurs de gestion de ce capitaliste.

BAISSE SUR LE FRET POUR L'EXPEDITION DES LEGUMES

La presse et la radio nous ont annoncé fièrement que par accord avec les services de M. Stirn, ministre des colonies, la compagnie Air France a accepté de baisser ses tarifs de frêt pour l'expédition des légumes sur la France et les USA.

Pour les exportateurs de légumes frais ce sera sans doute une bonne nouvelle.

Mais il reste que le prix de transport pour un kilo est quand même au prix de 1,50F : A ce prix on peut difficilement présenter l'exportation des légumes comme une solution pour les agriculteurs. Car les prix de revient en France grevés des frais de transport pourront difficilement supporter la concurrence de la production métropolitaine. Sauf évidemment en contre saison où la rareté de certains produits en France donne une chance à ceux qui viennent de loin comme c'est le cas pour les légumes des Antilles.

Mais est-il possible de fonder une exploitation agricole qui compterait sur de telles fluctuations du marché français ?

Là encore comme dans l'ensemble des activités économiques dans le régime capitaliste, c'est le fonctionnement au hasard qui prime.

Tant que les agriculteurs n'auront pas d'autres possibilités que ces palliatifs fournis par l'administration coloniale, il ne faudra pas s''attendre à un quelconque développement de l'agri-

Seul un plan de production en fonction des besoins de la population permettra de donner une assise rationnelle à l'agriculture.

Mais cela suppose que les agriculteurs et toute la population aient la possibilité de décider de ces choses. Ce n'est point le cas maintenant où le pays est pris en main par les fonctionnaires de l'état français.